

Bulletin d'histoire politique

Le Parti libéral du Québec (1970-1982): un parti d'électeurs. Une recherche en cours

Yoland Senécal



Volume 1, numéro 2-3, printemps 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063179ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063179ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Senécal, Y. (1993). Le Parti libéral du Québec (1970-1982): un parti d'électeurs. Une recherche en cours. *Bulletin d'histoire politique*, 1(2-3), 48–50.
<https://doi.org/10.7202/1063179ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1993

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

que l'*Esquisse*, comme on l'a vu plus haut, s'y attarde elle-même, mais surtout parce que cette question, aux yeux des critiques, a été plutôt mal traitée. Pas étonnant alors que la moitié des textes en font mention dans leur titre. D'autres lacunes sont également relevées, tels les «problèmes de la famille et des ménages alors que le quart des études majeures commanditées [...] concernait directement la question» (Marc Termote, p. 17).

John Kettle pose bien la question du nombre d'immigrants que le Canada peut accueillir au cours du prochain demi-siècle. Avec des scénarios impliquant un taux d'immigration annuel égal à 1 % de la population canadienne, le pays accueillerait 16 millions d'immigrants au cours des 50 prochaines années. Compte tenu des caractéristiques ethniques de l'immigration récente et à venir, Kettle énumère certaines conséquences sociales de tels mouvements pour faire remarquer que «the absence of projections further away from the conservative centre gives an unnecessarily bland view of what the future holds» (p. 6). Et de poser la question suivante : «Must Canada simply wait and see?»

La diversification de la population canadienne sous l'effet de l'immigration internationale préoccupe également James Stafford. Afin d'éviter la ghettoïsation des minorités ethniques dans les plus grandes villes du Canada, il propose l'adoption d'une double stratégie politique qui ne vient manifestement pas de l'*Esquisse* : «On the subject of physical congestion, strong attempts must be made to encourage growth outside Canada's three largest cities, and long-term planning must be implemented to deal with growth within these cities» (p. 32). Non seulement la concentration dans les régions métropolitaines de Toronto, Vancouver et Montréal conduit-elle à la formation et au renforcement de quartiers «ethniques» -- concentration aidée par la migration des Canadiens vers les banlieues et leur remplacement par des immigrants (p. 31) --, mais encore n'amène-t-elle pas une différenciation économique et sociale des régions du Canada : dans les grands centres métropolitains qui drainent les ressources du pays, on fera face à la congestion urbaine et à des relations ethniques, voire raciales, délicates; dans les régions périphériques dépeuplées, on ne parviendra pas à attirer capitaux et main-d'oeuvre nécessaires au développement (p. 35).

La sévérité des auteurs de ce recueil à l'endroit de l'*Esquisse du Canada de demain* ne réside pas dans des différences idéologiques ou d'option politique. On la trouve plutôt dans le fait que ce rapport «glosses over things in order to make the point that our demographic trends need not preoccupy us» (Edward Ebanks, p. 43). En témoigne plus particulièrement le texte de Shmuel Sharir. Convaincu de l'importance de l'immigration pour le Canada et se disant optimiste, il reproche aux auteurs de l'*Esquisse* de n'avoir pas posé les questions qu'on était en droit d'attendre. Selon Sharir, l'immigration reste un sujet ouvert au débat dans l'ensemble de la société canadienne et le *Rapport de l'étude démographique* «misses an opportunity to contribute to the debate on this issue» (p. 25).

En somme, l'*Esquisse du Canada de demain* reflète plutôt l'esquive du gouvernement fédéral concernant l'avenir de la population canadienne.

S'adresser au *Population Studies Centre*, Room 3227, Social Science Centre, University of Western Ontario, London, Ontario, N6A 5C2.

Michel Paillé, président
Association des démographes du Québec

LE PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC (1970-1982): UN PARTI D'ÉLECTEURS UNE RECHERCHE EN COURS

par Yoland Senécal
Étudiant au doctorat
Département de science politique
Université de Montréal

La science politique de partis a encore beaucoup de progrès à accomplir. Notre thèse vise évidemment à faire progresser cette discipline. Elle a deux objectifs majeurs, liés entre eux: 1) approfondir la connaissance du Parti libéral du Québec pour les années considérées (1970-1982); affiner la notion de parti d'électeurs. Une contribution à la fois empirique et théorique.

En effet, quel que soit le parti politique que l'on désire étudier, il faut non seulement privilégier une approche (la nôtre sera dite structuro-sociologique) mais aussi une typologie, qui servira de fil conducteur, sinon, on demeure au niveau de la petite histoire. Parmi plusieurs qui

s'offraient à nous, on a choisi celle de Jean Charlot. Elle est ternaire. Charlot distingue 1) **le parti de notables (ou de cadres)**. C'est une formation peu structurée, active surtout lors des élections, sans membres ni statuts formels, souvent conservatrice au niveau idéologique et qui favorise peu la réflexion interne. 2) **Le parti de militants** (que Duverger nommait "parti de masse"). Nous sommes ici en présence de partis structurés, centralisés, ayant la plupart du temps une pensée de gauche. Ils attachent beaucoup d'importance à leurs militants, cherchant à les insérer dans la structure sociale et même à leur donner une éducation politique. 3) **le parti d'électeurs** (ou de rassemblement ou "catch-all-party"): il possède un caractère hybride et original, ayant de traits communs aux autres partis mais avec des dimensions particulières. Le parti d'électeurs recherche les appuis les plus diversifiés en provenance desdits électeurs; pour se faire, il a une idéologie de rassemblement et, s'il réussit cette entreprise, possède une vocation majoritaire et gouvernementale. Sa structure se rapproche davantage des partis de militants que des partis de notables: constitution précise, congrès, membership, programme politique, etc. En revanche, les parlementaires (comme dans les partis de notables) y jouent encore un rôle majeur.

Au sein de cette typologie, le parti d'électeurs nous intéressait davantage. Car c'est le moins connu, parce que le plus récent. À nos yeux, le Parti libéral du Québec, à compter de 1970, constitue un excellent exemple d'un parti d'électeurs. Il est le **seul** parti politique québécois à offrir un tel profil sur une période assez large.

Toutefois, les écrits de Charlot sur le parti d'électeurs ne nous satisfaisaient pas. Nous avons fouillé davantage ce problème en établissant un **paradigme du parti d'électeurs**, c'est-à-dire un ensemble de propositions reliées logiquement entre elles. Les voici.

Proposition primaire: l'idéologie d'un parti d'électeurs vise à rassembler ses électeurs autour de quelques grands thèmes, surtout économiques. Cette idéologie doit éviter de heurter une clientèle particulière. Pragmatique, ouverte, ennemie de tous les extrémismes, cette idéologie est la condition première de l'existence d'un parti d'électeurs.

Stratégie et idéologie se recoupent. Sur le terrain électoral - et gouvernemental - le parti d'électeurs a une stratégie "extensive", c'est-à-dire qu'il cherche des appuis électoraux en provenance de toutes les catégories sociales.

Troisième proposition: par un effet de rétroaction (idéologie/stratégie = majorité électorale et parlementaire), le parti d'électeurs possède une vocation majoritaire et gouvernementale. Il doit avoir fait la preuve de la réussite de son idéologie de rassemblement pour être considéré comme un parti d'électeurs.

Les deux autres propositions portent sur le plan interne. Animé par une volonté d'efficacité dont le but premier est l'exercice du pouvoir, le parti d'électeurs est, comme d'autres types de partis, une formation à tendance oligarchique. Mais, compte tenu de son historique et de sa modernisation il conjugue en fait deux légitimités: celle des élus et celle des membres. Deux sources de pouvoir, la première tenant sa légitimité de l'électorat, la seconde des membres du parti. La légitimité des parlementaires symbolise le côté ancien parti de notables; celle des membres le caractère formellement démocratique des partis d'électeurs. Ces deux sources de pouvoir offrent des combinaisons (se conjuguent, se limitent, s'opposent, se neutralisent) qui module le parti d'électeurs en ses diverses instances et l'oblige à tenir compte, malgré la tendance oligarchique, de son caractère démocratique.

Également, dans un parti qui cible son action vers l'électorat, les militants passent au second plan. Ainsi, on peut croire que leur militantisme les décevra et ne perdurera pas au-delà d'un mandat électoral, à savoir cinq ans.

La dernière proposition du paradigme porte sur l'électorat du parti d'électeurs. Suite à sa recherche d'appuis extensifs, le parti d'électeurs, s'il réussit, aura logiquement un électorat qui le rapprochera le plus du portrait réel de la société. Il sera donc le plus représentatif des formations du système partisan et aura en sorte ce qu'on nomme un indice supérieur de reflet sociétal (formulation de Kenneth Janda).

Il importe ici de comprendre qu'au-delà de son apport théorique, le paradigme exposé ci-haut permet de saisir presque tous les aspects d'une formation comme le Parti libéral du Québec: son idéologie, ses structures, ses stratégies, ses

militants, ses électeurs, son poids parlementaire, enfin le système de partis dans lequel il évolue.

Mais pourquoi le Parti libéral du Québec de 1970 à 1982? Quelques mots, d'abord, sur la période choisie. Après avoir été longtemps un parti de notables, le P.L.Q. s'est transformé depuis 1955. Une transformation qui l'approchait du type parti de militants, mais, après cette étape transitoire, c'est plutôt un parti d'électeurs qui naîtra vers 1970, symbolisé par la fusion des Fédérations en un seul organisme (le P.L.Q. d'aujourd'hui) en novembre 1971. Notre recherche se termine en 1982, avec la démission de Claude Ryan, ce qui marque la fin d'une autre période.

Le Parti libéral québécois apparaît dans l'ensemble comme le "parent pauvre", le laissé pour compte des études sur les partis au Québec, à quelques exceptions près et particulièrement pour la période choisie. Alors que nous avons de bons travaux sur le R.I.N., le Parti québécois, l'Union nationale, il va falloir combler cette lacune. Cela, d'autant plus que le P.L.Q. constitue la plus ancienne de nos formations politiques, de laquelle découle plus ou moins d'autres partis comme l'U.N. et le P.Q. Par ailleurs le P.L.Q. a été le plus longtemps au pouvoir. Il a aussi été le premier parti politique québécois (à l'exception peut-être du Bloc populaire) à se structurer, à se démocratiser relativement, à se donner des statuts et à favoriser le brassage des idées en son sein. C'est grâce à notre paradigme, répétons-le, que nous pouvons explorer l'essentiel de ce que fut le Parti libéral de 1970 à 1982.

La thèse est divisée en deux parties: théorique et empirique. La première (revue des approches, typologies, paradigme, méthodologie et sources) est complétée. Les chapitres de la seconde partie correspondent grosso modo aux propositions du paradigme. La méthodologie diffère quelque peu d'un chapitre à l'autre. Dans celui sur la base électorale (qui est complété), nous avons croisé les données des sondages et celles de la population en général pour obtenir l'indice de reflet sociétal du P.L.Q. et du P.Q. pour les élections de 1973 à 1985. Outre les sources publiées ou inédites, nous avons réalisé une centaine d'entrevues sur le terrain avec différents acteurs du P.L.Q., qui vont des ministres aux simples militants. Notre optique résidait en une diversité hiérarchique et

géographique. Nous croyons que ces entrevues (il reste à en réaliser quelques-unes) seront pour beaucoup dans l'originalité de la thèse. Un autre chapitre de la seconde partie, portant sur l'évolution historique du Parti libéral des origines à 1982, est également complété, tandis que d'autres sont à écrire. Ainsi l'auteur, qui a éprouvé des difficultés au cours de la dernière année, espère, si tout va bien, déposer en 1993 puis extraire de sa thèse un ouvrage simplifié.

AUTOCHTONES ET POUVOIR POLITIQUE: QUELQUES ÉLÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

par Pierre Trudel
Anthropologue
CEGEP du Vieux-Montréal

Il devait sûrement y avoir un avantage à ce que soit «réservés» aux anthropologues l'étude des populations autochtones. Toutefois, les anthropologues étant allergiques au domaine de la politique contemporaine, il n'est pas étonnant de constater la rareté de documents sur la question des Autochtones et du pouvoir politique. De plus, en français, ils deviennent extrêmement rares.

Le dernier numéro de la revue *Anthropologie et Sociétés* (1992, vol. 16, no 3) *Autochtones et Pouvoirs* contribue donc à combler un vide certain. Paul Charest et Adrian Tanner nous livrent deux articles traitant respectivement du développement du pouvoir politique chez les Atikamekw et les Montagnais, et sur la notion de quart monde et du pouvoir politique. Peter Armitage traite, quant à lui, du «quatrième pouvoir», soit celui des médias, en rapport avec les Autochtones, particulièrement dans le cas des Innus du Labrador et des vols d'entraînement militaire. Un point de départ intéressant se trouve dans la «Sélection bibliographique sur le thème des autochtones et du pouvoir» présentée au début de ce numéro par Charest et Tanner. J'ai constaté que parmi les trente titres suggérés, aucun n'est en français, ce qui illustre bien la situation de la recherche au Québec.

La révélation d'une force politique: les Autochtones de Sylvie Vincent, co-auteur de *L'Images des Amérindiens dans les manuels scolaires du Québec*, constitue, par ailleurs, un texte récent de synthèse sur la situation politique des